

## Allocutions d'ouverture

Jean Favier

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2598>

DOI : 10.4000/ries.2598

ISSN : 2261-4265

### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 13-16

ISSN : 1254-4590

### Référence électronique

Jean Favier, « Allocutions d'ouverture », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 24 | 1999, mis en ligne le 23 novembre 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2598> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2598>

---

Monsieur le représentant du Directeur général de l'UNESCO,  
Monsieur le Directeur du CIEP,  
Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs,

On a longtemps, souvent, et avec fruit, fait l'histoire de l'éducation. Peut-être cet aspect de la recherche sur l'éducation a-t-il été privilégié par le fait que les historiens sont assez souvent des professeurs et que, par conséquent, ils s'intéressent par prédilection à cette histoire de la pédagogie, à cette histoire des méthodes, des programmes, des cursus, à cette histoire des établissements qui a si longtemps, si utilement nourri la réflexion sur l'éducation et qui devra continuer.

Le droit à l'éducation est autre, même s'il s'appuie sur les acquis et sur notre connaissance des acquis. Il est assez difficile de cerner l'apparition de ce droit car il remonte à fort loin : aux idéaux pragmatiques qui consistaient à former une élite. C'était déjà celui de Charlemagne, celui de tous les clercs, au sens sociologique du terme et non au sens canonique. C'était l'ensemble des idéaux de l'Europe des Lumières et cette fois, même si l'objet, la cible, était encore élitiste, c'était déjà la notion de progrès de l'ensemble de l'humanité qui se trouvait en arrière-plan, ce qui n'était pas une définition du droit à l'éducation mais déjà une définition de la marche vers l'éducation.

13

Les idéaux de progrès qui ont peuplé le XIX<sup>e</sup> siècle ont très lentement progressé vers l'intégration de ce droit à l'éducation dans le droit à la démocratie. Il aura fallu du temps - et je le dis dans cette maison dont le nom est associé à la formation de l'intelligentsia féminine - pour en arriver à l'idée que les filles avaient le droit à la même éducation que les garçons. Puis-je rappeler le scandale que fut, en notre pays qui se prenait pour le pays des Lumières, la candidature à l'agrégation d'une demoiselle appelée à laisser un nom dans l'histoire.

Nous avons effectué un véritable revirement au cours de ce siècle, et plus précisément au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Nous avons accédé à une nouvelle notion, celle du droit pour tous, aboutissement de la réflexion sur la démocratie. Lorsque l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme intègre le droit à l'éducation dans les droits de l'homme, un grand pas en avant est réalisé, dès lors que cela se traduit dans les faits. La Déclaration est un devoir pour nous.

Les notions de développement de la personne humaine, de responsabilité de la collectivité envers les individus et envers elle-même - car elle est formée d'individus mais existe aussi en tant que telle - sont étroitement liées et se sont imposées, au cours des cinquante dernières années, comme conditions nécessaires à la démocratisation de tous les pays.

Les droits de l'homme à l'éducation ont largement progressé une fois comprise l'idée que l'éducation ne devait pas être une conséquence du développement économique, mais qu'elle était l'un des éléments du développement des peuples – et pardonnez-moi la banalité de l'expression – du bonheur des gens, du bonheur de l'humanité. Grâce aux efforts qu'elle a déployés depuis cinquante ans, l'UNESCO a grandement contribué à cette évolution.

Les changements n'ont cessé de s'accélérer. Cependant, l'historien que je suis serait tenté de dire qu'il faut traiter avec ménagement cette idée d'accélération de l'histoire, car ce n'est que lorsque l'on en reparlera dans deux mille ans que l'on saura véritablement si les choses se sont accélérées au <sup>xx</sup>e siècle.

Seul compte le sentiment que nous en avons ; l'imaginaire fait partie de l'histoire, même s'il est faux, et nous vivons dans notre imaginaire. Dans notre imaginaire et dans notre perception de la société d'aujourd'hui, il y a cette accélération qui nous met face à un phénomène, dans des conditions différentes de celles des temps où l'agitation des esprits était moindre, ce qui ne suscitait pas toujours une très bonne réflexion.

Le droit à l'éducation est donc apparu dans les esprits, dans les volontés humaines, avant même d'être traduit dans des définitions, des normes et des statistiques. Sans doute était-ce nécessaire, car ce n'est pas par voie d'autorité que l'on pourra convaincre les hommes que l'éducation est un droit. Le citoyen, car il s'agit bien d'une démarche de citoyenneté, n'a pas que des droits, il a aussi des devoirs. J'aimerais rappeler – de même qu'il m'arrive de dire à mes étudiants d'histoire qu'un bon mariage est une mésalliance vue de l'autre côté – qu'un droit pour l'un est un devoir pour l'autre. Il n'existe pas de droit qui ne se traduise pas par un devoir pour d'autres, de droit des autres qui ne se traduise pas par un devoir pour soi-même. Devoir envers soi, devoir envers les autres, devoir particulier de ne pas garder pour soi ce qu'on a reçu, de ne pas oublier de transmettre.

Je ne dis pas que tout le monde doit être professeur. Cependant, il y a une transmission quotidienne, une transmission permanente de tous les savoirs, y compris du savoir vivre – sans trait d'union – qui fait référence à l'art de s'intégrer dans la vie et d'y trouver son chemin. Il y a la transmission qu'assument les parents, celle qu'assument les enseignants, celle que tout homme doit assumer envers son prochain. Il s'agit d'une dette envers la société, que chacun a contracté en recevant son éducation. Mais elle s'assortit du devoir de ne pas gaspiller ce qui a été transmis. Il paraît souhaitable de rappeler que les efforts faits par la communauté nationale ou internationale pour mieux assurer l'éducation à laquelle chacun a droit, doivent être soutenus par l'effort de chacun. Le droit à l'éducation est aussi le droit à l'effort.

L'éducation n'est pas le fruit du hasard, elle s'acquiert, quand elle est transmise. Nous devons nous pencher sur tous les problèmes liés au refus de l'éducation. Les causes sont sociologiques, intellectuelles, physiologiques, de tout

ordre. Il faut rompre avec l'idée que certains croient que l'éducation n'est pas pour eux ou ne leur apporte rien. Nous devons convaincre tous ceux qui peuvent donner, tous ceux qui peuvent recevoir, et je serais tenté de dire que chacun d'entre nous peut à la fois donner et recevoir.

Le document de réflexion qui nous a été remis avant le colloque, permet d'allier conjointement les évolutions du monde contemporain : évolution de la santé, évolution de la science, évolution de la technologie avec tout ce qu'elles apportent comme moyens d'enrichissement personnel, d'évolution du droit à savoir – non pas du droit à tout savoir mais du droit à pouvoir savoir.

Nous avons amené le droit à l'éducation à cette amélioration des conditions matérielles de vie, qui représente une nécessité absolue notamment pour les pays les plus déshérités. J'aimerais rappeler les paroles de Léopold Sédar Senghor : « Il faut commencer par la culture, par l'éducation, avant même de penser au reste car c'est la dignité de l'homme qui est en cause. »

La rupture du lien entre l'éducation et la jeunesse est quelque chose de fondamental. Depuis la Conférence mondiale, depuis même certaines réunions préparatoires, notamment à Strasbourg, nous savons – ou plutôt nous osons dire – que le rapport de Jacques Delors correspond à une réalité profonde, à une exigence de la société. On ne vit plus maintenant avec ce que l'on a acquis à 25 ans, même si l'on a beaucoup acquis, et l'on ne vit plus malgré ce que l'on n'a pas appris à 25 ans, même s'il reste beaucoup à apprendre. Cette rupture du lien entre l'âge et le besoin d'apprendre, ce besoin d'une éducation tout au long de la vie, ce sera sans doute l'une des nouvelles perspectives de la société du XXI<sup>e</sup> siècle, pour ne pas dire du troisième millénaire.

Tout cela peut comprendre à l'échelle mondiale de nombreuses contradictions, difficultés, notamment le risque d'opposition entre la mondialisation des actions et le souci, parfois bien compréhensible, souvent pernicieux, du repli identitaire de chacun sur sa culture.

L'une des futures conséquences sera notamment l'apparition d'un nouveau métier d'enseignant. Nous devons à cet égard attirer l'attention, plus que par le passé – et dans cette maison, on a le droit de le dire puisque l'on y prêche l'exemple – sur le fait que l'art d'apprendre aux autres, ce n'est pas simplement l'art d'être heureux de ce que l'on apprend aux autres. Je me contenterai de rappeler ici l'expérience que nous avons tous vécue ; à savoir qu'un professeur nous incitait à enseigner sa discipline parce que nous étions « le premier » dans cette matière. Pourquoi ? Parce qu'on aimait cette matière, pas parce qu'on aimait l'enseigner. Autrement dit, le recrutement du corps enseignant est trop souvent fondé sur un amour de la discipline, sur un intérêt personnel pour la discipline, dans un oubli total de ce que l'essentiel du métier n'est pas d'être historien, biologiste ou philosophe, mais d'enseigner l'histoire, la biologie ou la philosophie. Il faut vouloir communiquer et le répéter aux formateurs. Merci, Christian Nique, de ce qu'ici on le dit – et je souhaite que votre action soit encore plus sou-

vent, encore mieux relayée, car vous faites déjà tout ce qui est votre possession pour qu'elle porte ses fruits au loin, loin de cette maison qui accueille tant de monde.

Je voudrais simplement conclure sur une remarque en lien avec ce propos. Dans mes fonctions antérieures, j'ai eu quatorze ministres. Je ne parle pas de ceux que j'ai eus quand j'étais professeur de base ou étudiant, mais quand j'étais Directeur général. Sur ces quatorze ministres, au moins cinq d'entre eux étaient ministres de la Culture et de la Communication. Je n'ai pas vu une seule fois, depuis que la République française existe, un ministre de l'Éducation nationale et de la Communication, alors qu'éduquer c'est quand même bien communiquer, me semble-t-il !

Éduquer demain dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, ce sera savoir se servir des moyens de communication pour éduquer même ceux qui n'ont ni les moyens, ni le temps, ni peut-être l'envie d'aller dans les établissements où l'on fait profession d'éduquer. Je suis profondément convaincu que l'enseignement et la communication sont une même vocation, vocation de l'individu comme vocation de l'humanité. Encore une fois, on n'a pas le droit de garder pour soi ce que l'on a reçu.

Je voudrais simplement ajouter quelques mots de remerciements pour le discours de Christian Nique, et dire à John Smyth combien nous le remercions du travail qu'il accomplit en permanence et qui nous arrive tous les deux ans. Lui dire que nous espérons que la réflexion menée aujourd'hui lui servira, sera utile, parce que ce qu'il fait nous est utile.

Et puis, Monsieur le Directeur, ce n'était point à vous de le faire, je voudrais vous remercier ; remercier le CIEP, son Directeur, et celles et ceux qui l'entourent, pour tout le travail de préparation intellectuelle, de logistique qu'ils ont accompli, afin que nous puissions travailler agréablement, ce qui est un gage, généralement, de travail fructueux.

Sèvres, depuis deux siècles, vous l'avez appelé, est un haut lieu de création, de création artistique, c'est aujourd'hui un haut lieu de création d'idées. Je souhaite que nous puissions aujourd'hui, en collaboration, contribuer à la création, à l'affinement de quelques idées, et que ceci soit utile à l'humanité.